

Washington dresse un tableau noir de la situation des droits de l'homme au Burundi

RFI, 05/04/2021 Le département d'État américain publie un rapport sur le Burundi. Le document d'une quarantaine de pages met en évidence de graves violations des droits humains, qui se poursuivent malgré le changement de présidence.

Ce document du département d'État américain s'appuie sur plusieurs rapports des ONG locales et internationales et les conclusions de la commission d'enquête de l'ONU. L'un des rares points positifs concerne la passation de pouvoir. Elle est faite l'an dernier de manière pacifique malgré des élections marquées par des irrégularités. Pour le reste, le rapport est guère brillant. Le document consacre d'abord une large place à la dramatique situation dans les prisons. Des établissements surpeuplés : les 13 prisons officielles qui ont une capacité de près de 4 à 200 prisonniers en accueillent trois fois plus. Il n'y a pas d'eau, ni de toilettes, ni de lumière, de nombreux prisonniers meurent de maladies. Autre constat, depuis les élections de 2020, les violations des droits de l'homme n'ont donc pas cessé, loin de là. Elles sont le fait de la police, mais aussi de membres de la Ligue de jeunesse du parti au pouvoir qui continuent de jouir d'une impunité presque totale. Quant aux exécutions extrajudiciaires, elles restent nombreuses. Plus de 200 ont été recensées l'an dernier. Même chose pour les arrestations arbitraires, les enlèvements et les tortures d'opposants ou d'indigènes perçus comme opposants. Enfin, dans ce tableau d'acidité bien sombre, le document pointe les restrictions qui touchent la liberté d'expression et relative des arrestations injustifiées de journalistes.